



# Assemblée générale

Distr. générale  
8 novembre 2019  
Français  
Original : anglais

---

## **Soixante-quatorzième session**

Points 15, 17, 19, 23, 34, 35, 52, 61, 68, 69, 70, 83, 94, 98,  
109, 121, 122 et 124 de l'ordre du jour

### **Culture de paix**

### **Questions de politique macroéconomique**

### **Développement durable**

### **Activités opérationnelles de développement**

### **La situation au Moyen-Orient**

### **Question de Palestine**

### **Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects**

### **Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires**

### **Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

### **Droit des peuples à l'autodétermination**

### **Promotion et protection des droits de l'homme**

### **L'état de droit aux niveaux national et international**

### **Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient**

### **Désarmement général et complet**

### **Mesures visant à éliminer le terrorisme international**

### **Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale**

### **Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et autres questions connexes ayant trait au Conseil de sécurité**

### **Réforme de l'Organisation des Nations Unies : mesures et propositions**



**Lettre datée du 5 novembre 2019, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de me référer à la dix-huitième Conférence au sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue les 25 et 26 octobre 2019 à Bakou, sur le thème « Faire respecter les principes de Bandung pour veiller à relever de manière concertée et appropriée les défis du monde contemporain ».

Dans ce cadre, je vous fais tenir ci-joint le texte de la Déclaration de Bakou (voir annexe), qui a été adoptée à l'issue de la Conférence au sommet, et vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 15, 17, 19, 23, 34, 35, 52, 61, 68, 69, 70, 83, 94, 98, 109, 121, 122 et 124 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Yashar Aliyev

**Annexe à la lettre datée du 5 novembre 2019 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration de Bakou à l'issue de la dix-huitième Conférence  
au sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays  
non alignés**

**Bakou, Azerbaïdjan  
25-26 octobre 2019**

Nous, chefs d'État et de gouvernement, réunis à la dix-huitième Conférence au sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Bakou les 25 et 26 octobre 2019, sur le thème « Faire respecter les principes de Bandung pour veiller à relever de manière concertée et appropriée les défis du monde contemporain », avons examiné les progrès accomplis dans l'application des textes issus de la dix-septième Conférence au sommet du Mouvement, qui s'était déroulée sur l'île Marguerite (République bolivarienne du Venezuela) les 17 et 18 septembre 2016, en vue de trouver effectivement une solution aux problèmes majeurs qui préoccupent l'ensemble des États membres du Mouvement des pays non alignés et l'humanité tout entière,

*Inspirés* par la vision, les principes et les objectifs du Mouvement des pays non alignés, énoncés à Bandung (1955) et à Belgrade (1961), et guidés par la Déclaration de La Havane sur les buts et principes du Mouvement des pays non alignés et son rôle dans la conjoncture internationale actuelle, adoptée à la quatorzième Conférence au sommet des pays non alignés qui s'était tenue à La Havane le 16 septembre 2006, dans le cadre de l'action menée pour parvenir à un monde de paix, d'égalité, de coopération et bien-être pour tous,

*Réaffirmant* notre ferme attachement aux buts, principes et dispositions de la Charte des Nations Unies,

*Constatant* que l'Organisation des Nations Unies est constituée d'un large éventail de systèmes politiques, économiques, sociaux et culturels dans le monde, qui sont acceptés sans réserve et respectés, insistant sur le rejet de toute tentative de la part d'un État, quel qu'il soit, d'imposer des modèles ou des systèmes particuliers, et réaffirmant l'attachement de tous à la promotion du dialogue et de la tolérance,

*Soulignant* que les principes de souveraineté et d'indépendance politique sont appliqués à l'ONU au moyen du plein exercice des droits et privilèges de ses États Membres et, à cet égard, se disant déterminés à défendre les droits et privilèges des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et conscients qu'il importe de travailler main dans la main pour éviter d'établir des précédents de nature à compromettre le plein exercice de ces droits et privilèges, de quelque manière que ce soit,

*Réaffirmant* que chaque État a le devoir de s'abstenir, sur le plan des relations internationales, de la menace ou de l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout autre État, ou de quelque manière qui soit contraire aux buts de l'ONU, et que cette menace ou l'emploi de la force constitue une violation du droit international et de la Charte des Nations Unies et ne peut en aucun cas être invoqué pour résoudre un contentieux international,

*Convaincus* du bien-fondé des principes de base du Mouvement et *encouragés* par les résultats obtenus au fil des ans, qui confirment que la lutte contre le colonialisme, le néocolonialisme, le racisme, l'intervention étrangère sous toutes ses formes, l'agression, l'occupation étrangère, la domination ou l'hégémonie d'une part

et la volonté de devenir un facteur d'équilibre dans les relations internationales en dehors des alliances militaires des centres du pouvoir, d'autre part, sont le résultat concret de la politique de non-alignement,

*Soulignant* que les conflits armés, les politiques expansionnistes agressives, le terrorisme, le séparatisme, la criminalité transnationale organisée et l'extrémisme, associés aux atteintes aux droits de l'homme, aux crises financières et à la dégradation de l'environnement continuent de toucher des millions de personnes dans le monde,

*Soulignant* la nécessité, dans la conjoncture internationale actuelle, de renforcer l'unité au sein du Mouvement des pays non alignés et d'accroître l'efficacité du Mouvement,

*Sachant* qu'il est fondamental de préserver et de renforcer les valeurs de multilatéralisme et de coopération internationale qui sous-tendent la Charte des Nations Unies et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, afin de promouvoir et d'appuyer les trois piliers de l'ONU : la paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme,

*Félicitant* le Président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, d'avoir assuré la présidence du Mouvement des pays non alignés et remerciant le Gouvernement et le peuple azerbaïdjanais d'avoir organisé la dix-huitième Conférence au sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés,

*Ayant adopté* le document final du Mouvement des pays non alignés à l'issue de la Conférence au sommet qui s'est tenue les 25 et 26 octobre 2019 à Bakou,

*Déclarons* que pour mettre en œuvre le Document final issu de la Conférence au sommet du Mouvement des pays non alignés qui s'est tenue à Bakou et les textes issus des précédentes conférences au sommet et réunions ministérielles du Mouvement, tous les États membres du Mouvement des pays non alignés doivent s'employer résolument à régler les problèmes qui se posent dans les domaines de la paix, du développement économique et social, des droits de l'homme et de la coopération internationale, et mener une action conjointe afin d'accomplir les objectifs suivants :

- Permettre au Mouvement de jouer son rôle, face aux réalités nouvelles dans le contexte géopolitique en cours, en favorisant et en défendant des principes fondateurs qui conservent toute leur pertinence ;
- Renforcer le statut et le rôle du Mouvement pour ce qui est de rejeter la guerre et de soutenir la paix sur le plan international ;
- Coordonner davantage les positions des États Membres au service des objectifs des pays en développement, instaurer un système de gouvernance mondiale qui soit juste, inclusif, transparent et efficace, fondé sur la participation équitable de tous les pays, et résoudre les problèmes en cours et les risques découlant des menaces mondiales contre la sécurité et des conflits armés, la dégradation de l'environnement, les changements climatiques, les maladies contagieuses ou la pauvreté extrême ;
- Rester unis et résolus au sein du Mouvement au vu des difficultés naissantes et des menaces contre la paix et la sécurité internationales et contre le développement ;
- Accroître l'efficacité du Mouvement des pays non alignés pour qu'il puisse remplir son rôle de mécanisme dynamique et efficace afin de représenter, de coordonner et de soutenir les objectifs et les priorités de tous les États Membres de manière adéquate et opportune ;

- Soutenir fondamentalement le multilatéralisme à l’ONU et encourager le rôle central de l’Organisation dans le cadre institutionnel et juridique de la gouvernance mondiale ;
- Préconiser un plus grand renforcement et une plus grande modernisation de l’ONU, y compris la revitalisation de l’Assemblée générale, le renforcement de son autorité en sa qualité d’organe le plus démocratique, le plus responsable, le plus universel et le plus représentatif de l’Organisation, y compris dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, et réformer le Conseil de sécurité, de façon à le rendre plus démocratique, plus efficace, plus efficient, plus transparent et plus représentatif, conformément aux réalités géopolitiques contemporaines ;
- S’attacher à promouvoir le strict respect des principes du droit international régissant les relations d’amitié et la coopération entre les États et s’acquitter de bonne foi des obligations qu’impose la Charte des Nations Unies, qui revêt la plus grande importance en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales ;
- Réaffirmer que tous les États respecteront l’intégrité territoriale, la souveraineté, l’égalité souveraine, l’indépendance politique et l’inviolabilité des frontières internationales des autres États, ainsi que les principes de non-ingérence dans les affaires intérieures, s’abstiendront de recourir à la menace ou à l’emploi de la force contre l’intégrité territoriale ou l’indépendance politique d’autres États, conformément à la Charte des Nations Unies, s’engageront de nouveau à soutenir et à promouvoir ces principes du droit international et continueront de déjouer toute tentative de compromettre en tout ou en partie l’unité nationale ou l’intégrité territoriale des États ;
- Réaffirmer que les actes de terrorisme, ses méthodes et ses pratiques sous toutes leurs formes et dans toutes leurs manifestations visent à saper les droits de l’homme, les libertés fondamentales et la démocratie, à menacer l’intégrité territoriale et la sécurité des États et à déstabiliser des gouvernements constitués de façon légitime, et demander à la communauté internationale de prendre les mesures nécessaires pour prévenir et combattre le terrorisme ;
- Renforcer la solidarité du Mouvement des pays non alignés dans la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quels qu’en soient le lieu ou les auteurs, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, au droit international et aux conventions internationales pertinentes, tout en soulignant à cet égard que le terrorisme ne doit être associé à aucune religion, nationalité, ou civilisation et à aucun groupe ethnique ;
- Demander à tous les États membres, conformément aux obligations que leur impose le droit international applicable, y compris la Charte des Nations Unies, d’empêcher les groupes terroristes d’avoir un sanctuaire ou encore la latitude d’agir, de circuler ou de recruter librement ou de bénéficier d’un soutien financier, matériel ou politique, ce qui met en péril la paix et la sécurité nationales, régionales et internationales, et les prier instamment de traduire en justice ou, le cas échéant, d’extrader, en application du principe juger ou extradier, ceux qui commettent des actes de terrorisme ou toute personne qui soutient, facilite, participe ou tente de participer au financement ou à la préparation d’actes de terrorisme ;
- Redoubler d’efforts en vue de l’élimination de la menace qui pèse sur l’espèce humaine du fait de la présence d’armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires, y compris au moyen du renforcement des zones exemptes d’armes nucléaires, en soutenir la création dans les zones qui n’en comptent pas,

tout particulièrement au Moyen-Orient, étant déterminés à cet égard à faire en sorte que le monde soit exempt d'armes nucléaires, tout en réaffirmant le droit souverain des pays de développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sachant qu'il faut respecter leur indépendance et leur développement économique ;

- Maintenir et renforcer la sécurité et la stabilité de la navigation commerciale internationale et des réserves énergiques pour tous et, à cet égard, faire preuve de retenue face aux actes de provocation contre les pétroliers et les navires commerciaux au Moyen-Orient, tout en se déclarant préoccupés en particulier par la série récente d'incidents dans les eaux internationales dans le détroit d'Ormouz, la mer d'Oman, la mer Rouge et le détroit de Bab-el-Mandab et en réaffirmant que l'ensemble de la communauté internationale a intérêt à maintenir la liberté de navigation et la libre circulation du pétrole et des autres ressources pour tous au Moyen-Orient et au-delà ;
- Veiller à ce que les opérations de maintien de la paix soient menées dans le strict respect des buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et souligner que le respect des principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et d'indépendance des États, ainsi que de non-ingérence dans leurs affaires intérieures, sont des éléments clefs de l'action commune en vue de la promotion de la paix et de la sécurité internationales, réaffirmant à cet égard que pour assurer le succès des opérations de maintien de la paix, il est essentiel de respecter des principes fondamentaux tels que le consentement des parties, l'impartialité ou le non-recours à la force, excepté dans l'exercice de la légitime défense ou de la défense du mandat ;
- Promouvoir une culture de paix par des activités conjointes de la part des États membres du Mouvement des pays non alignés, afin de célébrer en 2021 l'Année internationale de la paix et de la confiance, qui constitue un moyen de mobiliser l'action de la communauté internationale au service de la promotion de la paix et de la confiance parmi les nations, qui repose notamment sur le dialogue politique, la compréhension mutuelle et la coopération, afin d'édifier une paix durable, la solidarité et l'harmonie ;
- Continuer d'œuvrer à la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 consistant à ne laisser personne de côté, sachant que le Programme est universel et porteur de transformation, compte tenu des besoins et des intérêts des personnes ;
- Bien comprendre que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, y compris la pauvreté extrême, est essentielle pour la promotion et la réalisation du droit au développement, qu'elle est le plus grand défi mondial et une condition *sine qua non* du développement durable et qu'à cette fin, il faut adopter une démarche intégrée multiforme ;
- S'inquiéter vivement des répercussions sur le commerce des crises financière et économique mondiales en raison d'un protectionnisme de plus en plus marqué, en particulier dans les pays développés, qui entrave les exportations des pays en développement ;
- Réaffirmer l'importance centrale des dimensions du développement dans les négociations commerciales et savoir que le Cycle de négociations de Doha pour le développement, lancé en 2001, n'aboutira que si les déséquilibres et les inégalités dans le système d'échanges multilatéral sont considérablement réduits et si les objectifs des pays en développement sont pris en compte ;
- Condamner fermement la promulgation et l'application de mesures coercitives unilatérales contre les États membres du Mouvement, en violation de la Charte

des Nations Unies et du droit international, en particulier les principes de non-ingérence, d'autodétermination et d'indépendance des États, en se déclarant à nouveau déterminés à dénoncer ces mesures et à demander leur abrogation, du fait qu'elles compromettent les droits de l'homme et empêchent le plein développement économique et social des personnes qui les subissent, et en s'attachant pleinement à mettre en œuvre les dispositions du Programme de développement à l'horizon 2030, qui doivent être appliquées de manière conforme aux droits et aux obligations des États au regard du droit international et d'après lesquelles tout État exerce librement sa pleine souveraineté permanente sur toutes ses richesses, ressources naturelles et ses activités économiques, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale sur la question ;

- Réaffirmer que les changements climatiques sont l'un des plus grands défis du monde contemporain et se déclarer profondément alarmés par l'augmentation dans le monde des émissions des gaz à effet de serre et se disant préoccupés par les effets néfastes des changements climatiques, en particulier sur les pays en développement, qui entravent gravement l'action de lutte contre la pauvreté et la réalisation du développement durable ;
- Souligner à nouveau que la coopération Sud-Sud est un volet important de la coopération internationale au service du développement durable de nos peuples, qu'elle complète la coopération Nord-Sud et ne se substitue pas à elle, et permet le transfert des technologies appropriées, dans des conditions favorables et préférentielles ; réaffirmer à cet égard que la coopération Sud-Sud est l'expression de la solidarité et de la coopération parmi les peuples et les pays du Sud, qui contribue à leur bien-être national, guidés par les principes de respect de la souveraineté, de l'appropriation nationale et de l'indépendance, de l'égalité, de l'absence de conditions, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et les bienfaits mutuels ;
- Réaffirmer, conformément aux engagements pris sur le plan international et au droit interne, l'attachement à la promotion de l'ensemble des droits de l'homme, qui sont universels, indivisibles, interdépendants et indissolublement liés, au moyen d'un dialogue constructif international fondé sur la coopération, du renforcement des capacités, de l'aide technique et du recensement des bonnes pratiques, tout en veillant au plein exercice de l'ensemble des droits de l'homme qui sont universellement reconnus, y compris le droit au développement, en tant que droit inaliénable et fondamental, afin d'édifier collectivement une paix et une prospérité durables dans le monde ;
- Réaffirmer qu'il convient de renforcer les droits de l'homme en adhérant aux principes fondamentaux d'universalité, de transparence, d'impartialité, de non-sélectivité, de non-politisation et d'objectivité, tout en cherchant à réaliser les droits de l'homme pour tous, conformément aux principes énoncés dans la Déclaration de Vienne de 1993 ;
- Réaffirmer et souligner le bien-fondé et la pertinence des positions de principe du Mouvement, concernant le droit à l'autodétermination des peuples sous occupation étrangère ou coloniale ;
- Demander de toute urgence une action collective sérieuse pour mettre un terme, une fois pour toutes, à l'occupation par Israël des territoires palestiniens occupés depuis 1967, y compris Jérusalem-Est, dans le plein respect du droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme et les résolutions de l'ONU portant sur la question, dont les résolutions 242 (1967), 338 (1973) et 2334 (2016) ;

- Exhorter la communauté internationale à agir dans les meilleurs délais pour empêcher toute nouvelle dégradation et déstabilisation dangereuses de la situation, et à s’acquitter, sans tarder, des responsabilités historiques, politiques, juridiques et morales à l’égard de la question de Palestine, y compris l’appui à la réalisation par le peuple palestinien de ses droits inaliénables, y compris le droit à l’autodétermination et à la liberté dans un État de Palestine indépendant, avec Jérusalem-Est pour capitale, sur la base des frontières d’avant 1967 ;
  - Condamner toutes les mesures prises par Israël, Puissance occupante, pour modifier le statut, le caractère et la composition démographique du Golan syrien occupé et amener une fois de plus Israël à appliquer les dispositions de la résolution 497 (1981) et à se retirer entièrement du Golan syrien occupé jusqu’aux frontières du 4 juin 1967, comme le préconise le Conseil de sécurité dans ses résolutions 242 (1967) et 338 (1973) ;
  - Rappeler que les États Membres ont la responsabilité première de promouvoir des solutions durables aux personnes déplacées sur le plan interne en situation de conflit armé, y compris le retour de plein gré et dans la sécurité et la dignité, afin de veiller au respect, à la protection et à la réalisation des droits de l’homme ;
  - Promouvoir la tolérance et le respect de la diversité et trouver un terrain d’entente parmi les civilisations afin de régler les problèmes communs à l’humanité qui menacent les valeurs partagées, les droits de l’homme universels et la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l’intolérance qui y est associée, au moyen de la coopération, du partenariat et de l’inclusion. Nous apprécions à cet égard la contribution des initiatives nationales, régionales et mondiales, comme le « processus de Bakou » engagé par l’Azerbaïdjan en 2008, en tant que forum mondial essentiel pour promouvoir un dialogue véritable entre les cultures et les civilisations.
-